

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT LOUIS SUCRE SNC - SLS

Parc du Millénaire 2
35 rue de la Gare
75019 Paris

Références : 2024-E10144
Code AIOT : 0005102505

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement SAINT LOUIS SUCRE SNC - SLS implanté 55 Avenue du Général De Gaulle 80700 Roye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été organisée dans le cadre de l'action Suivi en service des ouvrages hydrauliques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT LOUIS SUCRE SNC - SLS
- 55 Avenue du Général De Gaulle 80700 Roye
- Code AIOT : 0005102505

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Saint Louis Sucre de Roye produit du sucre à partir de betteraves (activité saisonnière de septembre à février), transforme du sirop liquide en sucre (activité saisonnière de mars à mai) puis stock, conditionne et expédie du sucre.

Le site est réglementé par les arrêtés préfectoraux des 16 janvier 1985 (exploitation de la sucrerie), 16 août 1995 et 17 mars 1997 (bassins de stockage des eaux usées), 31 juillet 2002 (extension du périmètre d'épandage), 16 décembre 2008 (exploitation d'une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre) et 25 octobre 2019.

L'atelier de déshydratation a été repris par SLS (donner acte du 4 juillet 2022) et bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale du 18 décembre 1984 et du 9 juillet 2010.

Thèmes de l'inspection :

- Ouvrage hydraulique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Article 2	AP Complémentaire du 17/03/1997, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bassin n°0	AP Complémentaire du 25/10/2019, article 5.1.1.	Sans objet
2	Exploitation et surveillance	AP Complémentaire du 25/10/2019, article 5.1.2.	Sans objet
4	Article 3	AP Complémentaire du 17/03/1997, article 3	Sans objet
5	Article 4	AP Complémentaire du 17/03/1997, article 4	Sans objet
6	Article 8	AP Complémentaire du 17/03/1997, article 8	Sans objet
7	Article 8	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 8	Sans objet
8	Piézomètres de nappe	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 9	Sans objet
9	Piézomètres de corps de digue	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 10	Sans objet
10	Article 12	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 12	Sans objet
11	Article 13	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 13	Sans objet
12	Article 14	Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 14	Sans objet
13	Bassins à boues	Arrêté Préfectoral du 16/01/1985,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	- Bassins à eaux. Règles d'exploitation	article 16.7b	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, l'exploitant respecte les prescriptions liées au suivi de ses ouvrages hydrauliques, notamment les relevés hebdomadaires et la visite annuelle détaillées par un expert.

Une demande de modification de prescription doit être réalisée concernant le profil piézométrique de l'un des bassins, l'un des piézomètres prévu ne pouvant être installé. L'exploitant devra justifier dans cette demande de l'impossibilité technique d'installer l'équipement ainsi que du maintien d'un niveau de surveillance acceptable avec deux piézomètres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin n°0

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2019, article 5.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Les dispositions des articles 3, 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté du 17 mars 1997 sont applicables au bassin n°0.
Constats : Il n'a pas été constaté lors de l'inspection de dépassement du niveau du bassin 0. Des relevés hebdomadaires sont réalisés conformément à l'attendu réglementaire, et une visite détaillée annuelle est réalisée. Les compte rendus de ces visites sont transmises annuellement à l'inspection et celui de la visite de 2023 n'indiquait aucune remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation et surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2019, article 5.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à : <ul style="list-style-type: none"> - Proscrire la circulation des engins de chantier en bordure et mettre en place d'un balisage aux abords de la zone commune aux bassins n°0 et n°2. - Un contrôle hebdomadaire du niveau de son bassin n°0 et un bilan hydrique. L'évolution des niveaux est comparée aux entrées et sorties d'eaux mesurées et avec la pluviométrie. - Un suivi de la quantité d'eau drainée par des drains verticaux et le matelas drainant vers l'angle Sud-Ouest. - S'il est constaté des pertes en eau du bassin, Saint Louis Sucre met en place les dispositions

<p>suivantes :</p> <p>Après utilisation des eaux condensées pour le démarrage de l'usine, les eaux qui pourraient ne pas avoir été consommées sont vidangées dans un autre bassin ;</p> <p>La géomembrane est inspectée ;</p> <p>Les déchirures éventuelles sont réparées avant toute remise en eau du bassin.</p> <p>- La mise en place des échelles et bouées de sauvetage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle hebdomadaire du niveau du bassin a été contrôlé lors de l'inspection. Celui-ci était correctement réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Article 2

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/03/1997, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de stockage de terres, eaux résiduaires et eaux boueuses seront équipées de dispositifs de mesure permettant de surveiller le comportement des digues qui comporteront au minimum les éléments suivants :</p> <p>a) Bassin « BOO Ouest »</p> <p>2 profils piézométriques comportant chacun 3 piézomètres de corps de digue</p> <p>2 tubes inclinométriques</p> <p>b) Bassin « BOO Est »</p> <p>Néant, sous réserve de la mise hors service du bassin et d'une hauteur résiduelle d'eaux pluviales inférieures en toutes circonstances à 0,5 m.</p> <p>Cette mise hors service sera déclarée au Préfet dans les formes prévues par le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>c) Bassin n°1</p> <p>2 profils piézométriques comportant 2 piézomètres de corps de digue</p> <p>2 tubes inclinométriques</p> <p>d) Bassin n°2</p> <p>1 profil piézométrique comportant 2 piézomètres de corps de digue</p> <p>1 tube inclinométrique</p> <p>e) Bassin n°3</p> <p>1 profil piézométrique comportant 2 piézomètres de corps de digue</p> <p>1 tube inclinométrique</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin BOO Est est toujours inutilisé et est rempli de terre et de végétation.</p> <p>Le bassin BOO Ouest dispose de deux profils piézométriques, mais l'un de ces profils ne comporte que deux piézomètres au lieu de trois. Suite à l'inspection de 2020, une demande de modification devait être réalisée en raison de l'impossibilité technique d'installer le troisième piézomètres du profil. Cette demande n'a pas été réalisée.</p>

Les autres équipements de suivi sont bien présents sur les bassins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant présentera une demande de modification de la prescription afin de modifier le nombre de piézomètres sur le bassin BOO Ouest, en justifiant que cette diminution n'a pas d'impact significatif sur le suivi qualitatif du bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Article 3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/03/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Les bassins OO Ouest, n°1, n°2 et n°3 seront exclusivement réservés aux stockages d'eaux boueuses, terres et eaux résiduaires issues du travail des betteraves et de la fabrication du sucre de la sucrerie de Roye. Tout stockage d'autres types d'effluents ou résidus est interdit. La hauteur d'eaux décantées ou d'eaux boueuses ne devra en aucun cas dépasser 3 mètres par rapport au niveau des terres sédimentées. Le niveau d'eau décantée ou d'eau boueuse devra toujours être inférieur d'au moins 0,8 mètres par rapport à la crête de digue. Ce niveau sera très visiblement repéré sur les échelles prévues à l'article 16.7b de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1985. Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des digues des bassins OO Ouest, n°1, n°2 et n°3. L'accès pour quelque motif que ce soit à l'intérieur du bassin devra se faire par rampe de franchissement.
Constats : Depuis l'inspection de 2020, les niveaux limites d'eaux ont été repris sur les échelles limnigraphiques. Il est à noter que les niveaux limites retenus par l'exploitant sont parfois plus importants que l'attendu réglementaire. Il n'a pas été constaté de dépassement du niveau limite imposé par la prescription, mais certains niveaux d'eau dépassaient le niveau retenu par l'exploitant comme niveau d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Article 4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/03/1997, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra procéder, en tenant compte des dispositions de l'article 13 du présent arrêté, aux vérifications et mesures suivantes :

- au moins une fois par semaine, à un examen visuel de digues ainsi qu'au relevé des niveaux d'eaux dans les bassins. Cette fréquence sera quotidienne lors des campagnes sucrières ou de toute phase de remplissage d'un bassin ainsi que lors d'évènements particuliers internes ou externes à l'exploitation et susceptibles d'affecter les ouvrages ;

- au moins une fois par mois, à un relevé des niveaux d'eaux dans les piézomètres de digues. Cette fréquence sera au moins hebdomadaire lors des phases de remplissage des bassins lorsque la hauteur dépassera 2 mètres. Cette fréquence hebdomadaire sera maintenue jusqu'à stabilisation du niveau d'eau dans le bassin considéré et dans les piézomètres de corps de digue. Les niveaux seront notamment comparés à ceux pris en compte dans le dossier des études de stabilité de digue.

- au moins une fois par an, à un relevé d'informations sur les dispositifs inclinométriques, de préférence en période de sollicitation maximale des ouvrages.

Les fréquences seront augmentées autant que de besoin lors des phases critiques d'exploitation ainsi qu'en présence d'anomalies et d'évènements particuliers internes ou externes à l'exploitation et susceptibles d'affecter l'intégrité des ouvrages.

La réalisation de ces contrôles et mesures :

- fera l'objet de modes opératoires avec indication de situations de références et de consignes en cas de détections d'anomalies ;

- sera confiée à des personnels formés à cet effet suivant un planning permettant d'éviter l'intervention systématique d'un même agent sur une trop longue période.

L'exploitant fera procéder une fois par an à une visite détaillée des ouvrages par un organisme compétent en mécanique des sols.

[...]

Le couvert végétal des digues et les plantations seront régulièrement entretenus pour permettre notamment l'inspection visuelle des corps de digues (crête et parements), la détection de toute anomalie ou évolution défavorable à la sécurité (résurgence d'eau, glissement, fissuration, trous d'animaux...).

Constats :

Des relevés sont réalisés sur l'intégralité des bassins, y compris le bassin BOO Nord. Le relevé des niveaux d'eaux et piezo a été contrôlé lors de l'inspection.

Par ailleurs, le rapport de visite détaillée de 2023 faisait mention d'un renforcement du suivi inclinométrique pour le bassin 3. Celui-ci n'a pas été mis en place directement, mais la visite détaillée de 2024 conclut sur une absence d'aggravation du défaut détecté et ne demande plus de suivi spécifique.

La visite détaillée de 2024 a été réalisée le 15 février, et le rapport a été transmis par l'exploitant le 05 juin 2024 suite à sa réception. Elle conclut sur des bassins pouvant être exploités normalement, mais préconise des actions à réaliser dans les prochains mois, concernant notamment l'érosion et la présence de terriers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Article 8

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/03/1997, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : L'exploitant établira sous sa responsabilité un plan de secours qui définira notamment, pour l'ensemble des bassins, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires qu'il serait amené à mettre en œuvre en cas d'anomalie détectée ou d'incident en vue de réduire les risques et conséquences d'une rupture de digue et de protéger le personnel, les populations et l'environnement contre les effets d'un tel évènement. [...] L'exploitant fournira au Service Interdépartemental des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile tous les éléments utiles à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de secours spécialisé ainsi qu'à la réalisation des mesures d'information du public sur les risques et sur les comportements à adopter.
Constats : Le plan de secours n'a pas fait l'objet d'évolutions sensibles depuis l'inspection de 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Article 8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Le bassin sera équipé d'une échelle limnigraphique, facile à consulter depuis la crête de la digue.
Constats : Le bassin BOO Nord n'était pas équipé d'une échelle limnigraphique lors de la dernière inspection. Ce bassin a depuis été équipé, ce qui a été constaté lors de l'inspection terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Piézomètres de nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Deux piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines seront installés l'un en amont et l'autre à l'aval hydraulique par rapport au sens découlement de la nappe de craie. Ils seront placés et forés conformément aux recommandations d'un hydrogéologue agréé.
Constats :

Les piézomètres sont toujours présents et font l'objet d'un suivi régulier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Piézomètres de corps de digue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques

Prescription contrôlée :

La digue sera équipée lors du premier rehaussement d'un dispositif de surveillance de l'écoulement d'eau dans sa masse suivant au moins trois profils comportant chacun un minimum de deux piézomètres qui seront positionnés aux emplacements les plus sensibles qui seront déterminés par l'étude de risques présentée par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1994. Ces piézomètres seront réalisés conformément aux règles de l'art et tant en termes de conditions et soin de réalisation que de caractéristiques dimensionnelles. Ils devront permettre de réaliser les mesures dans de bonnes conditions de représentativité, de fiabilité et de précision. Ils seront protégés contre les infiltrations parasites diverses (eau, boue...) et leur accès sera protégé.

Constats :

Le bassin BOO Nord n'était pas équipé de piézomètres de digue lors de l'inspection de 2020. Il a depuis été équipé en profils piézométriques. Ces équipements sont relevés et utilisés, notamment pour alimenter les visites détaillées de 2023 et 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Article 12

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques

Prescription contrôlée :

Un engazonnement des digues et de leurs abords sera réalisé ainsi que la plantation, en pied d'ouvrage, d'arbres et d'arbustes d'essences locales. Le choix des espèces et la distance d'implantation seront déterminés de façon à ne pas compromettre la sécurité et la stabilité des ouvrages. Le couvert végétal des digues et ces plantations seront régulièrement entretenus pour permettre notamment l'inspection visuelle des corps de digue (crête et parements), la détection de toute anomalie ou évolution défavorable à la sécurité (résurgence d'eau, glissement, fissuration, trous d'animaux...).

Constats :

Il n'a pas été constaté lors de l'inspection de développement végétal conséquent sur les zones des bassins visités. Cela dit, la synthèse de l'examen visuel réalisé annuellement indique une végétation dense sur les parements de certains bassins. L'effort d'entretien des bassins est donc à renforcer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant renforcera l'entretien des bassins pour ne pas avoir de végétation dense sur les parements de certains bassins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Article 13

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : 1) Le bassin sera exclusivement réservé au stockage d'eaux boueuses et d'eaux résiduares issues du travail des betteraves et de la fabrication de sucre de la sucrerie de Roye. Tout stockage d'autres types d'effluents ou résidus est interdit. 2) La hauteur d'eau décantée ou d'eau boueuse ne devra en aucun cas dépasser 3m par rapport au niveau des terres sédimentées. 3) Le niveau d'eau décantée ou d'eau boueuse devra toujours être inférieur d'au moins 0,8m par rapport à la crête de digue. Ce niveau sera très visiblement repéré sur l'échelle prévue à l'article 8. 4) Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des digues du bassin. L'ouverture d'une brèche est interdite. L'accès pour quelque motif que ce soit à l'intérieur du bassin devra se faire par rampes de franchissement.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté un niveau anormal du bassin BOO Nord à 0,5m de la crête contre un niveau d'alerte à 0,8. Ce niveau haut est selon l'exploitant dû aux fortes précipitation augmentant d'une part le niveau du bassin, et limitant les besoins d'irrigation. Plutôt que d'avoir plusieurs bassins en niveau d'alerte, l'exploitant a fait le choix de conserver un niveau haut sur un seul bassin en y apportant un suivi particulier. Une surveillance quotidienne des piézomètres a notamment été réalisé. L'exploitant a depuis envoyé des éléments complémentaires indiquant la mise en œuvre de plus de 180 000 m3 d'irrigation et un retour à un niveau normal début juillet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Article 14

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1995, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : Des prélèvements et analyses d'eau seront effectués au moins une fois par semestre sur chacun des piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Les analyses porteront au minimum sur les paramètres suivants qui pourront être complétés à la demande de l'inspection des installations classées : DCO, NKT, Ammonium, Chlorure, Sodium, Potassium. Le prélèvement d'échantillons sera précédé d'un pompage d'exhaure suffisant pour assurer la

représentativité des eaux prélevées par rapport à la nappe.
Constats : Les prélèvements et analyses sont correctement réalisés. Les résultats sont envoyés annuellement à l'inspection des installations classées et ont été présentés pendant l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bassins à boues - Bassins à eaux. Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1985, article 16.7b
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
Prescription contrôlée : [...] Chaque bassin à eau sera équipé d'une échelle limnigraphique ; un relevé régulier de la cote du fond de chaque bassin et des hauteurs d'eau sera réalisé et les résultats consignés dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le bilan évaporation-précipitation sera suivi par l'intermédiaire d'un dispositif approprié placé à demeure à proximité des bassins. L'état des digues sera vérifié périodiquement et notamment chaque fois après d'importantes précipitations. [...]
Constats : Tous les bassins sont équipés d'échelle limnigraphique. La présence d'un dispositif adapté pour le bilan évaporation précipitation n'a pas été contrôlé lors de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite